

**ALLOCUTION DE MONSIEUR  
PIERRE MAUROY EN OUVERTURE  
DU SEMINAIRE FRANCO-ALLEMAND  
" LE SERVICE PUBLIC LOCAL  
ET L'EUROPE ",  
QUIMPER  
( VENDREDI 22 MAI 1998 )**

**Monsieur Bernard POIGNANT, Maire de  
QUIMPER, Président de la FNESR,**

**Doktor Hajo HOFFMANN, Maire de  
SARREBRUCK, Président de l'Association  
Socialiste pour la politique municipale en  
Allemagne,**

**Mesdames et Messieurs les représentants**

- de la FONDATION FRIEDRICH EBERT  
STIFTUNG,**
- de l'INSTITUT DE COOPERATION  
SOCIALE INTERNATIONALE,**
- de la FNESR,**

**Mesdames et Messieurs, chers amis, chers camarades,**

Je suis particulièrement heureux d'ouvrir ce séminaire franco-allemand, où tu viens de nous accueillir, cher Bernard, au nom de la Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains, que tu présides, mais aussi, naturellement, en ta qualité de maire de Quimper.

Je salue nos camarades, français et allemands, élus régionaux, départementaux et locaux, responsables d'exécutifs socialistes, qui ont décidé de se réunir pendant deux jours, et de réfléchir en commun à l'évolution de la notion du service public dans l'Union européenne.

J'accueille bien sûr nos amis allemands également en tant que Président de l'Internationale Socialiste, qui s'est réunie cette semaine à Oslo.

Je les salue enfin, ainsi que l'ensemble des participants, comme Président de la Fondation Jean-Jaurès, co-organisatrice de cette manifestation, avec la FNCSR, la Fondation Friedrich Ebert Stiftung et l'ICOSI.

Nos organismes respectifs développent effectivement une réflexion et des actions autour de l'intervention publique, qu'elle soit politique, sociale, économique ou culturelle.

Mais quelles que soient les différences de culture et de cadre institutionnel, nous partageons une vision proche, parce que nous sommes avant tout des socialistes.

Je suis, j'ai toujours été un défenseur du service public, chacun le sait. Dans tous les mandats que j'ai exercés, des responsabilités locales aux fonctions nationales les plus importantes, j'ai constamment mis en avant son rôle, ses missions d'intérêt général, qui ne s'opposent nullement, comme on le dit parfois, au progrès économique.

Pour des raisons liées à leur Histoire, à leur culture et à leur propre développement, les pays de l'Union Européenne ont parfois une approche très différente du service public.

La singularité française dans ce domaine est largement connue.

Elle s'est forgée pendant des siècles, des légistes capétiens qui luttaient contre la féodalité, à la Troisième République éducatrice et industrielle, sans oublier

Colbert, qui a lancé les premières Manufactures royales sous Louis XIV, et Napoléon Ier, le créateur des Préfets, du Conseil d'Etat, le centralisateur absolu.

Il est vrai que la France a une forte tradition d'économie mixte, et que les services publics français interviennent dans l'économie de façon significative.

Cette intervention a été souvent critiquée. Elle a pourtant permis, grâce à la commande publique, des avancées industrielles considérables, de grands travaux qui n'auraient pu se faire sans elle.

Elle a conforté l'activité, l'emploi, le dynamisme local, pendant des décennies.

Lorsque j'ai été nommé Premier ministre, en 1981, ce rôle incitatif du service public s'était affaibli. Nous avons estimé qu'il fallait nationaliser certains secteurs, notamment bancaires et industriels, qui ne répondraient plus à nos yeux à la vision économique que nous avions pour la France.

Nous n'avons probablement pas obtenu tous les résultats souhaités, parce que nous l'avons fait dans un contexte européen, et même international, qui était à contre-courant, qui était marqué par le libéralisme reaganien et thatcherien, dont on a vu les ravages sociaux.

J'ai également été le Premier ministre qui a décentralisé, en 1982, avec Gaston Deferre. Cela ne s'est pas fait sans difficultés, et c'est un chantier qui doit encore être poursuivi.

Nous avons décentralisé aussi les services publics, transféré des blocs entiers de compétence aux autorités locales.

Je suis également maire d'une métropole régionale, Président d'un établissement public, qui gère l'équipement d'une métropole de plus d'un million d'habitants.

A ce titre, je suis le patron de plusieurs milliers de fonctionnaires, comme beaucoup d'élus, présidents d'exécutifs régionaux et départementaux, maires, que je vois ici ce matin dans cette salle, et que je salue chaleureusement.

Ils savent, comme moi, que les décisions des collectivités territoriales représentent plusieurs centaines de milliards de Frs d'activité pour les entreprises locales, et soutiennent l'emploi.

Comment aurais-je construit le centre d'affaires international Euralille dans ma ville, un investissement de plus de 5 milliards de Frs, si je n'avais pu réaliser un partenariat public-privé, qui a permis de trouver 60% des fonds nécessaires dans le secteur privé ?

Nous ne les aurions pas eus si le secteur public n'avait pas apporté les 40 autres pour cent.

Nous n'aurions pas eu non plus le TGV-Nord, le Tunnel sous la Manche.

Tous ces chantiers ont créé des milliers d'emplois pendant plusieurs années, fait vivre des dizaines de sous-traitants, et soutenu évidemment l'activité économique et commerciale du Nord-Pas de Calais, de la métropole lilloise.

Et j'ajoute que ce lien fort entre le service public et le secteur économique est sûrement le meilleur moyen de maintenir des services publics dans des zones moins dynamiques, où il contribue au maintien du lien social.

Tout le monde peut voir les conséquences du retrait public, dans des quartiers apparemment non "rentables", dont les habitants sont laissés à l'abandon, sans transports en commun, sans écoute, sans équipements sociaux, sans sécurité, sans structures d'enseignement dignes de ce nom.

Mais cette rentabilité existe pourtant, si on la favorise. Elle apparaît rapidement, parce qu'avec un minimum d'incitation, l'énergie des habitants, leurs projets se révèlent, et le dynamisme s'amorce localement.

La zone franche que l'Etat a créée dans un quartier du sud de ma ville a enclenché cette dynamique. Il faudra du temps, bien sûr, mais le mouvement est désormais lancé.

Dans la ville voisine de Roubaix, très fortement touchée par la crise économique et sociale, après un an d'existence, la zone franche a déjà créé 1500 nouveaux emplois, dont 40% réservés aux Roubaisiens !

Le service public local est le grand enjeu des prochaines décennies, dans le nouveau contexte européen

Nous allons en débattre pendant deux jours. Il faut ouvrir ce débat, il est même urgent de le faire.

Depuis près de cinquante ans, l'Europe s'est construite comme un meccano économique. Elle a entraîné avec elle des forces considérables.

Mais la logique purement libérale, celle du tout économique, n'est réellement efficace qu'en période de prospérité, car sa réussite crée aussi un effet de bien-être collectif.

La crise, les difficultés, la récession révèlent ses dysfonctionnements, ses faiblesses. Lorsque la machine se dérègle, ce qui a été le cas au début des années 90, elle s'emballe, dans une fuite en avant qu'elle finit par ne plus contrôler.

Nous savons qui en subit les conséquences. L'emploi, la protection sociale, les services publics sont régulièrement mis en cause.

On voudrait faire croire que des conditions normales de travail, et la préservation du lien social sont des freins à la prospérité.

Cette logique de culpabilisation, nous la connaissons. On nous parle de "flexibilité", de coût du travail trop élevé, de dumping social, de priorités à définir en matière de services publics, qui doivent s'adapter eux-aussi à la logique du marché.

Ce marché, qui a remplacé, à la fin du XXème siècle, la " main invisible " d'Adam Smith, permet toutes les dérives de la pensée économique et sociale. Il voudrait obliger chacun à se positionner, pour ou contre lui.

**Pour:** ceux qui croient dans le "progrès ", qui implique forcément des sacrifices. Ce sont les physiocrates, les malthusianistes du XXIème siècle.

**Contre:** ceux qui combattraient à l'arrière-garde, voudraient fermer les frontières, s'arcquebouter sur leurs avantages acquis, ne rien négocier.

Ce manichéisme ne résiste pas à l'analyse, car nous savons bien que l'on peut être à la fois pour la prospérité économique et pour la promotion sociale de l'Homme.

Nous ne refusons pas le marché, mais le marché, c'est nous. L'Europe, c'est nous, ce ne sont pas seulement quelques entreprises transnationales, ou des systèmes de cotation boursière électronique.

Ce sont aussi les femmes et les hommes qui produisent, qui consomment, qui élisent des représentants politiques, contribuent, par leurs impôts, aux budgets communautaires.

Ils ont droit à des services publics modernes, puissants et efficaces, garants de l'intérêt général, attachés à l'égalité de traitement.

Si le débat n'est plus désormais axé sur l'opportunité de réaliser ou non l'Europe, mais sur sa nature, la place et le rôle du service public seront des éléments essentiels de cette réflexion.

Construire l'Europe des services publics, c'est d'abord à mon sens reconnaître et pérenniser la notion du service public universel, au meilleur coût économique, garant de l'égalité entre les usagers, au nom de la citoyenneté de l'Union.

Ce qui se passe en ce moment en Asie du sud-est, et notamment en Indonésie, est un signal clair. Nous ne ferons pas l'Europe en la tirant socialement vers le bas, mais justement en la rendant suffisamment exemplaire dans ce domaine, pour qu'à terme l'ensemble du monde en bénéficie.

Il faut engager une action collective, en tenant compte de nos cultures propres, naturellement, mais en ayant aussi à l'esprit que le monde entier nous regarde.

Je vous remercie.